



Fonds de Consolidation de la Paix en République Centrafricaine RAPPORT DESCRIPTIF FINAL DU PROGRAMME¹

<p>Titre du Programme & Référence du projet</p> <ul style="list-style-type: none">• Titre du Programme: Prévention de recrutement, démobilisation et réintégration socioéconomique des enfants associés aux forces et groupes armés et autres enfants et femmes vulnérables dans les zones de conflits 2^{ème} phase.• Réf. du Programme (<i>le cas échéant</i>): PBF CAF -K-12• Numero de référence du Projet/MPTF Office:	<p>Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme²</p> <p>(<i>le cas échéant</i>) <i>Pays/Localité</i> : République Centrafricaine Prefectures de Ouham, Ouham Pende et Gribizi Nana, Bamingui-Bangoran, Vakaga et Haute Kotto</p> <p><i>Secteur/Thème(s)</i> :</p> <p>Axe : Réforme du secteur de la sécurité</p> <ol style="list-style-type: none">1. Créer un environnement favorable à la paix, à la démocratie et au respect des droits humains.2. Création d'un accès équitable aux services administratifs et sociaux de base de qualité aux populations. Appui à la reprise des activités économiques et promotion d'activités génératrices de revenus.3. Appuyer le programme de relèvement communautaire et la réinsertion socioéconomique en faveur des populations vulnérables.
<p>Organisations participantes</p> <p>UNICEF Programme Alimentaire Mondiale (PAM) Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)</p>	<p>Partenaires de mise en œuvre</p> <p>Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) Jeunesse Pionnière Nationale (JPN) l'Association Centrafricaine pour le Bien-Etre Familial (ACABEF)</p>
<p>Budget du Programme/Projet (US\$)</p> <p>Contribution du Fonds:</p> <ul style="list-style-type: none">• <i>le cas échéant, par agence</i> <p>UNICEF : US\$ 800 000 PAM US\$ 350 000 FNUAP : US\$ 350 000 TOTAL Contribution du PBF : US\$ 1 500 000</p> <p>Contribution de(s) agence(s):</p> <ul style="list-style-type: none">• <i>le cas échéant, par agence</i> <p>Contribution du Gouvernement:</p>	<p>Durée du Programme (mois)</p> <p>Durée totale (mois): 18 mois Date de démarrage³ (dd.mm.yyyy): 10.08.2010 Date de clôture 28 février 2012 (UNICEF) 30 juin 2012 (FNUAP)</p> <p>Date de clôture opérationnelle⁴: 28 février 2012 (PAM, UNICEF) 30 juin 2012 (FNUAP)</p>

¹ Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; le Secteur pour le Fonds fiduciaire pour l'Iraq du GNUD.

³ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MPTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MPTF Office ([MPTF Office GATEWAY](#)).

⁴ Concerne les activités du programme complétées par l'organisation participante responsable. Les agences concernées doivent en informer le MPTF Office.

- (le cas échéant)

Autres Contributions [donateur(s)]:

- (le cas échéant)

TOTAL: US\$ 1,500,000

Evaluation finale du Programme/Projet

Evaluation accomplie

Oui Non Date : dd.mm.yyyy)

Rapport d'Evaluation – ci-joint

Oui Non

Soumis par:

Souleymane Diabate

Représentant

UNICEF RCA

1 Rue Joseph Degrain Brazza

Bangui

République Centrafricaine

Tel. : +236.75.50.12.50

Email : sdiabate@unicef.org

RAPPORT FINAL DU PROGRAMME**I. OBJECTIF**

Ce projet s'inscrit pleinement dans la priorité nationale de « protéger les droits humains » du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) conjugué à l'effet 1 de l'UNDAF 2005-2011 « les populations notamment les femmes et les groupes vulnérables participent effectivement à l'exercice de leurs droits contribuant aux Objectif du Millénaire avec pour produit 1.1.4 (UNFPA, UNICEF) « Les capacités nationales de lutte contre la violence, les pratiques néfastes, l'abus et l'exploitation à l'égard de l'enfant et des femmes sont renforcées ».

Le but principal de ce projet est d'assurer aux enfants et jeunes vulnérables, y compris ceux associés aux différents groupes armés opérant dans la région de l'Ouham, Ouham Pendé, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga et Haute Kotto, un accès à des opportunités et alternatives viables qui les protègent contre toutes formes de violence, d'abus et d'exploitation, y compris le recrutement et l'utilisation dans les forces et groupes armés, les violences sexuelles et les violations plus graves aux droits humains.

Les trois objectifs du projet sont :

1. Objectif 1 : Démobiliser et réinsérer tous les enfants associés aux groupes armés, y compris ceux se trouvant dans les forces d'autodéfense dans les familles et communautés.
2. Objectif 2 : Réduire la vulnérabilité des ex-Enfants Associés aux Groupes Armés (EAFGA) (y compris les forces d'autodéfense), Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV), survivants des Violences basées sur le Genre (VBG) et autres enfants et femmes vulnérables.
3. Objectif 3 : Consolider et rendre opérationnels, au niveau national, les mécanismes de documentation, monitoring et rapportage des violations graves des droits des enfants en situation des conflits tels que décrits par la Résolution 1612.

Une liste des résultats et extraits du projet est fournie dans la section IV de ce rapport.

Les principaux partenaires d'exécution sont :

- Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC)
- Jeunesse Pionnière Nationale (JPN)

- International Rescue Committee (IRC)
- l'Association Centrafricaine pour le Bien-Etre Familial (ACABEF)

Le projet se dirige aux ex-EAFGA et envisage leur séparation et retrait des forces et groupes armés, créent des opportunités pour d'autres groupes vulnérables tels que les OEV, les femmes et les victimes des violences sexuelles qui pourront bénéficier des formations en compétences de vie, métiers et activités génératrices des revenus. De même la réhabilitation des infrastructures communautaires est une contribution à la restauration de la cohésion sociale et à la normalisation de la situation des populations.

II. EVALUATION DU PROGRAMME/ RESULTATS DU PROJET

Les principaux résultats et extrants obtenus, les écarts dans l'atteinte des résultats par rapport à ceux initialement prévus et une évaluation du programme/projet basé sur des indicateurs de performance se trouvent dans la section IV.

L'UNICEF a assuré une prise en charge temporaire et l'accès aux services de base pour les 1,000 enfants cibles par le projet (500 enfants sortis des groupes d'autodéfense, 400 enfants sortis des groupes armés et 100 enfants vulnérables) dans la sous-préfecture de Paoua (Ouham Pende), incluant les soins de santé, aussi bien qu'un placement temporaire dans des familles d'accueil pour les enfants ne pouvant pas rester directement avec leur famille. L'approche impliquant une prise en charge temporaire dans le Centre de Transit et d'Orientation (CTO), initialement propose dans le projet, a été ensuite écarté, car la plupart des enfants vivait dans leur famille et communauté d'origine, dans un environnement qui ne présentait pas particulièrement des risques de re-recrutement. En effet selon les principes de protection il faut éviter lorsque possible la séparation d'un enfant de sa famille, car la famille a un rôle très important dans le développement affectif, intellectuel et sociale de l'enfant. Ces enfants ont participé à l'élaboration de projets individuels de réinsertion sociale et communautaire, élaborés avec l'appui du personnel des partenaires d'implémentation.

Au même temps, pour améliorer la protection des enfants dans les communautés cibles, les capacités des réseaux communautaires de protection ont été renforcé aussi bien que celles des leaders traditionnels, à travers de formations spécifiques sur les droits de l'homme, les principes de la législation en vigueur et son applicabilité au niveau de l'administration judiciaire locale, et un suivi régulier de leurs activités par les partenaires d'implémentation. Parallèlement des activités de prévention et prise en charge des violences basées sur le genre ont été mises en œuvre dans la sous-préfecture de Bocaranga (Ouham Pende).

Enfin, les données sur les violations graves à l'encontre des enfants en situation de conflit armé ont été régulièrement collectées et vérifiées, permettant à l'Equipe Pays des Nations Unies de répondre à ses obligations de surveillance et transmission de l'information au Conseil de Sécurité et au Groupe de Travail sur les Enfants et les Conflits Armes au sein de ce Conseil.

Grace au travail réalisé au cours des mois à travers les Fonds PBF, l'UNICEF a pu mobiliser des ressources complémentaires pour assurer la continuité et la mise en œuvre des projets de protection en urgences et GBV, aussi bien que pour le renforcement du MRM. Il s'agit notamment des fonds CERF et CHF, mais surtout de la contribution du Gouvernement Belge et de OFDA pour l'année 2012.

A l' exception du résultat relatif aux violences basées sur le genre (VBG), dont les activités se sont plutôt concentrées sur la prévention plutôt que sur la réponse et mises en œuvre à travers d'autres financement, et en dépit de contraintes et défis rencontrés par rapport à ce résultat, le projet a globalement atteint ses objectifs. Le suivi et la réponse aux enfants anciennement associés à l'armée

Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) et enfants issus des groupes d'autodéfense a été assuré, en adoptant un approche plus adapté à ce groupe cible et en incluant les enfants vulnérables des mêmes communautés, en conformité aux guidelines internationales. Les comités locaux de protection ont été mis en place et forme, aussi bien que les leaders traditionnels, pour garantir un suivi de situation de vulnérabilité des enfants dans les communautés. En parallèle les jeunes ont pu bénéficier de formations sur les compétences de vie et de l'accès à des espaces ludiques favorisant leur développement psychologique, physique et social. Enfin, le Mécanisme de Surveillance et Transmission des Violations Graves à l'égard des enfants a été opérationnalisé, ce qui a amené à la signature de deux plans d'action et au renouvellement d'un troisième, déjà signé en précédence.

L'intervention du PAM s'inscrit dans le cadre du résultat 1 de ce programme à savoir : « Maintien de la capacité des Centre de Transit et d'Orientation (CTO) à fournir des soins et protection aux enfants démobilisés et autres enfants vulnérables ayant besoin de prise en charge temporaire. »

A la fin de ce programme, en ce qui concerne le PAM, les réalisations suivantes ont été accomplies:

Commodités	Achat des vivres (mt)			Distribution des vivres (mt)		
	Prévu	Réalisé	%	Planifié	Réalisé	%
Céréales	198	198	100	198	-	-
légumineuses	26	26	100	24	-	-
CSB	24	24	100	26	-	-
Huile végétale	18	18	100	18	-	-
Total	266	266	100	266	15	6

Les écarts observés s'expliquent par le fait que l'approche initiale de mise en œuvre a été changée au cours de l'exécution. En effet, les CTO initialement prévu pour recevoir les différents groupes cibles n'ont pas fonctionné comme prévu. Les distributions n'ont porté que sur les 300 bénéficiaires sous l'encadrement de l'UNFPA.

L'intervention de l'UNFPA et de la JPN s'inscrit dans le résultat 2.2 - Les enfants vulnérables ont accès à une formation en compétence de vie appropriée à travers la mise en place des espaces amis des enfants. Ils ont accès à une assistance psychosociale intégrée de qualité et des activités génératrices de revenus adaptées garantissant leur autonomie dans la vie adulte.

A la fin du programme, les activités suivantes ont été réalisées :

- Interviews avec 1,500 jeunes et femmes des zones de conflit
- Identification et recrutement de 300 jeunes et femmes vulnérables
- Formation de 80 maîtres-artisans locaux
- Formation de 300 jeunes au centre de formation de Boubou à Bossangoa dans huit filières de petits métiers
- Organisation des jeunes en groupement d'AGR (42 groupements constitués)
- Retour des 300 jeunes dans leur ville d'origine et leur placement en stage pratique auprès des Maîtres artisans locaux
- Dotation des groupements en kits d'insertion et en capital financier
- Mise en place de six Comités de Pilotage Locaux dans les villes d'intervention
- Construction des ateliers (kiosques) d'AGR aux 28 groupements des jeunes
- Réunion bilan avec les partenaires de mise en œuvre et les bénéficiaires

Les écarts observés s'expliquent par le fait que l'approche initiale de mise en œuvre a été changée au cours de l'exécution. En l'absence de CTO, l'UNFPA et la JPN ont procédé à la réhabilitation du centre

de formation de Boubou. Aussi le partenaire de mise en œuvre initialement retenu en occurrence, ACABEF, s'était jugé incompétent pour les autres activités du projet et a limité ses actions à la formation des staffs sur la prévention des VBG, du VIH et SIDA pour réaliser le projet. Conduisant ainsi l'UNFPA a signé un contrat avec la JPN. L'autre problème rencontré est le fait que les enfants démobilisés lors du premier projet ont été tous réinsérés avant le démarrage du second projet. A cela s'ajoutent l'éloignement du centre de formation aux marchés locaux pour le ravitaillement du centre en kits de santé, vivres et produit de premières nécessités ainsi que les couts élevés et la mauvaise qualité des kits achetés et le coût de transport élevés entre Bangui et les lieux de résidences des jeunes. Des multiples attaques des groupes armées dans la zone ont aussi rendant difficile l'accès aux jeunes.

III. EVALUATION ET LEÇONS APPRISES

Deux missions de monitoring ont été conduites par le staff de protection de l'UNICEF dans la sous-préfecture de Paoua. Ces missions ont permis d'évaluer les progrès du projet, mais aussi de donner des orientations techniques, notamment pour le renforcement des Comités Locaux de Protection et l'établissement de synergie entre le partenaire d'implémentation et le bureau d'état civil, pour l'émission d'actes de naissances.

Une évaluation a été conduite par le comité PBF. L'évaluation a été globalement positive, tout en recommandant d'accéléré la mise en œuvre des activités agricoles et développer un mécanisme de suivi de proximité avec les référents agricoles, d'accélérer et diversifier les AGR. Ces recommandations ont été prises en compte par l'UNICEF et le partenaire d'implémentation à Paoua, DRC, qui a aussi demandé une extension du projet sans couts additionnels à l'UNICEF pour terminer les activités.

L'exécution du projet a été confrontée à des défis techniques, aussi bien qu'à des contraintes en matière d'accès et sécurité aux zones affectées par le conflit. En effet, dans les zones accessibles les enfants enrôlés dans les forces d'autodéfense constituent la cible plus important du projet, le APRD ayant démobilise la quasi-totalité d'enfants dénombrés. Cependant cette typologie d'enfants, bien que les groupes d'autodéfense soient cites dans l'Annexe I du Rapport du Secrétaire Générale sur les Enfants et les conflits Armes en RCA, n'avait pas explicitement été pris en compte dans le projet initial. Cela a demandé l'élaboration d'une approche spécifique visant à assurer leur réinsertion sociale et économique, tout en leur permettant de vivre dans leur famille et milieu d'origine, aussi bien que la prévention de nouveaux recrutements. Comme indique dans les rapports du premier et deuxième trimestre 2012, cela a déterminé une signature tardive de l'accord de coopération de projet avec DRC, avec un impact sur le calendrier d'exécution du projet.

La situation d'insécurité qui a persisté dans les zones de Nana Gribizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga et Haute Kotto pendant toute la durée du projet a rendu difficile les actions de surveillance, rapportage et assistance aux enfants associés aux forces et groupes armées. En mi-septembre 2011 des nouveaux affrontements se sont déclenchés entre l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) et le Convention Patriotique pour la Justice et la Paix (CPJP) dans la Haut Kotto. Certaines sources ont rapporté l'utilisation d'enfants par les deux parties au conflit. Cependant, les zones de combat restant inaccessibles : aucune mission de vérification et assistance spécifique aux enfants associés aux forces et groupes armées n'avait pu être entamée. Faite exception pour les localités plus importantes, telles que Rafai, Zemio, Obo, Mboki, le préfecture de Haut Mbomou et Mbomou restent d'accès difficile, aussi bien que la Vakaga et la partie nord de la Bamingui Bangoran.

Cependant des négociations ont pu être entamée entre l'Equipe Pays Monitoring and Reporting Mechanism (MRM), co-géré par UNICEF et BINUCA, et trois groupes armés amenant à la signature de deux plans d'action et au renouvellement de l'engagement pour la mise d'un troisième plan d'action signé en 2007, pour le relâchement immédiat des enfants y associés, aussi bien que avec le gouvernement afin de prendre des sanctions à l'encontre du recrutement d'enfants dans les groupes d'autodéfense. Au moment d'écrire ce rapport, ces plans d'actions, signés grâce à l'appui financier

fourni par les fonds PBF au MRM, ont permis la vérification d'environ 400 enfants associés aux groupes armés et d'en retirer 220, qui ont été référés aux structures mises en place à travers le fonds catalisés par le projet mis en œuvre.

Enfin, il faut noter que la mise en œuvre de ce projet conjoint a été elle-même un défi, car la compréhension des objectifs et des activités du projet n'étant pas la même parmi les différentes agences impliquées dans la mise en œuvre, car chaque agence a son mandat, ses approches et son modus operandi. Pour le futur il serait important que le comité PBF puisse assurer une coordination spécifique pour l'accompagnement des projets inter-agences, afin de faciliter une vision partagée des projets et de leurs stratégies d'implémentation, en activant des synergies positives pour un meilleur impact des activités.

Pour UNFPA, comme leçons apprises, il faut noter que la démarche adoptée pour la réalisation de ce projet axée sur l'organisation d'une réunion d'information des parties prenantes : autorités administratives et locales ; l'organisation des missions d'identification des besoins des jeunes par un interview direct ; et l'évaluation et le recyclage des maîtres artisans, ont permis à la fin de l'exécution de ce projet qui suit :

- Implication des autorités locales et administratives et l'implication des bénéficiaires ont permis aux projets de bénéficier de l'adhésion de toute la communauté aux initiatives.
- La participation des groupements dans des chantiers et activités communautaires a conduit à un changement de comportement au sein de la population, incitant ainsi d'autres à adhérer aux groupements.
- Les métiers traditionnellement réservés aux garçons sont pratiqués par les filles grâce aux formations qu'elles ont reçues.
- Les jeunes formés à Boubou par le projet sont cités comme des modèles et participent de plus en plus aux activités communautaires de leurs localités à la demande des autorités et en fonction de leur domaine de compétences.
- La volonté des hauts décideurs du pays à poursuivre l'encadrement et le suivi des bénéficiaires de ces deux projets dans le cadre des programmes de développement. Des espaces ont été attribués par ces derniers afin de permettre aux groupements des jeunes d'étendre, diversifier et pratiquer leurs AGR en lieu sûr.

Suite à une mission conjointe UNFPA-FCP et le Ministère du Plan, l'équipe de BINUCA a été informée de la formation de Boubou et a organisé deux séances de formations des apprenants avec l'accord de l'UNFPA permettant ainsi de renforcer les connaissances des jeunes sur les questions des droits humains.

Les différentes missions et réunions de suivi des activités sur le terrain ont permis d'apporter des solutions aux difficultés rencontrées à chaque étapes et niveaux de mise en œuvre du projet permettant d'obtenir les résultats qui étaient attendus de la mise en œuvre du projet.

IV. EVALUATION EN FONCTION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
Résultat 1.1 Maintien de la capacité des Centre de Transit et d'Orientation (CTO) à fournir des soins et protection aux enfants démobilisés et autres enfants vulnérables ayant besoin de prise en charge temporaire.	Indicateur 1.1.1 Nombre d'enfants référés au CTO pour leur prise en charge.	500 enfants issus des groupes d'autodéfense, 100 enfants vulnérables et 400 enfants anciens EAFGA	500 enfants ressortis des groupes d'autodéfense ont été référés a DRC pour qu'ils puissent accéder à un paquet de services. Le PAM avait procuré et transporté à Bangui 198 tonnes métriques (mt) de farine de maïs, 24 mt des vivres fortifiés sur la base de soya (corn-soya blend), 26 mt de légumineuses et 18 mt d'huile.	En raison des contraintes sécuritaires et en raison du fait que les groupes d'autodéfense sont inclus dans l'Annexe I du Rapport du Secrétaire General, le projet s'est plutôt focalise sur les enfants associés aux groupes d'autodéfense, aussi bien que sur le suivi des enfants ressortis de l'APRD. Ces enfants étant déjà dans leur famille et communauté d'origine ne nécessitaient pas d'être référés dans un CTO.	Listes de présence des enfants au CTO, remplacé par la liste des enfants référés et suivis par DRC. Statistiques du des enfants passant par le CTO Formulaires de documentation des enfants PAM Logistique pour arrivages des vivres	Tous les 266 tonnes métriques (mt) de vivres ont été achetés comme prévus
	Indicateur 1.1.2 Nombre d'enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) réunifiés.	500 enfants issus des groupes d'autodéfense, 100 enfants vulnérables et 400 enfants anciens	Cet indicateur a été modifié pour les raisons expliqués ci-haut. Pour fournir de l'assistance alimentaire pour les enfants des groupes d'autodéfense,	La cible du projet étant composée des EAFGA ressortis de l'APRD et déjà réunifiés, des enfants ressortis des groupes armés et d'enfants vulnérables déjà dans leur famille et communauté	Formulaires de documentation des enfants, Formulaires de réunification familiale. Rapport partenaire de	Le PAM est en train de voir avec les partenaires et le Secrétariat et groupe de travail du Fonds pour la Paix comment, et sur quelle activité,

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
		EAFGA.	enfants vulnérables et enfants anciens EAFGA, en comparaison avec le cible de 266 tonnes métriques, 15 mt de vivres ont été livrés au partenaire pour les distributions mensuelles (pendant 3 mois) de 5 mt aux 300 bénéficiaires.	d'origine, la réunification familiale n'a pas constitué une activité pertinente et il y avait un changement d'approche dans la prise en charge des enfants.	distribution et réception des vivres	distribuer la solde des vivres qui n'ont pas été distribués.
	Indicateur 1.1.3 Type et qualité d'activités offertes aux enfants au niveau du CTO		Les enfants 500 enfants issus des groupes d'autodéfense, 100 enfants vulnérables et 400 enfants anciens EAFGA ciblés par les projets ont pu bénéficier d'un suivi individuel à leur réintégration socio-économique, aussi bien que de l'accès aux services de base, tels que la santé et l'éducation, et d'un appui psychosocial.		Divers rapports des partenaires Interviews avec les enfants	
Résultat 2.1- Les capacités des réseaux communautaires de protection des enfants et des femmes établis et les ONG locales à assurer le suivi et la protection des enfants et	Indicateur 2.1.1 Au moins 90 réseaux de protection de l'enfant contenant chacun au moins 15 membres sont établis, soutenus et ont des mécanismes	90 réseaux de protection de l'enfant	Un total de 37 réseaux de protection ont été établis : 23 réseaux communautaires de protection de l'enfant ont été établis et rendus fonctionnels. A cela s'ajoutent les 14 comités formés et établis par IRC. 1,181 membres des	Les écarts sont dus aux contraintes sécuritaires et logistiques dans l'accès aux zones de conflit, mentionnées ci-haut.	Rapport des partenaires et missions de suivi sur le terrain Listes des membres des réseaux Minute des	L'UNFPA et la JPN sont en train de renforcer les capacités des Comités de Pilotage Locaux pour le suivi des groupements et leur organisation en Fédération locale.

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
femmes vulnérables, en particulier ceux associés aux groupes armés, ceux victimes d'abus et exploitation sexuelle et autres enfants et femmes à risque sont renforcées	en place pour assurer la protection des enfants.		communautés ciblées dans la sous-préfecture de Paoua ont été formés sur la Convention relative aux Droits de l'Enfant, sur les discriminations communautaires à l'égard des femmes et sur les droits humains.		réunions des membres des réseaux	
	Indicateur 2.1.2 Nombre d'enfants vulnérables et types de cas identifiés par les communautés.		100 enfants ont été identifiés par les communautés d'intervention, à savoir les mêmes villages où se trouvent les enfants ex associés aux groupes d'auto défense et ex enfants associés au groupe armé APRD. Il s'agit d'enfants orphelins de un ou les deux parents, enfants en situation de marginalité et/ou victimes d'abus.			Ces enfants orphelins de un ou les deux parents, enfants en situation de marginalité et/ou victimes d'abus ont été identifiés par les communautés d'intervention
	Indicateur 2.1.3 Nombre de cas traités et types de réponses apportées.		100 cas d'enfants identifiés par les communautés d'intervention ont été traités.		Focus groups avec les enfants et leurs familles. Formulaire de documentation des enfants.	Ces enfants ont été intégrés dans l'intervention en cours pour les EAFGA, conformément aux Principes de Paris, pour réduire les risques de stigmatisation. Ces

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
						enfants bénéficient donc des mêmes opportunités de réinsertion sociale et économique.
Résultat 2.2- Les enfants vulnérables ont accès à une formation en compétence de vie appropriée à travers la mise en place des espaces amis des enfants. Ils ont accès à une assistance psychosociale intégrée de qualité et des activités génératrices de revenus adaptées garantissant leur autonomie dans la vie adulte.	Indicateur 2.2.1 Nombre d'espaces amis d'enfants (EAE) établis et rendus fonctionnels.	300 jeunes et femmes issus des zones de conflit 8 filières de formation aux petits métiers offertes aux jeunes et femmes vulnérables 253 jeunes et femmes vulnérables fréquentant journalièrement le centre 253 jeunes et femmes bénéficient d'AGR selon les critères établis	10 espaces amis des enfants ont été créés en proximité des écoles dans les axes cibles. La JPN avait formé 253 jeunes, puis les ont réinsérés dans leurs localités. Après les avoir regroupés en 42 groupements, ces jeunes ont été dotés en kits et kiosques qui leur permettent d'exercer dans leurs localités des activités génératrices de revenus dans les huit filières suivantes : la menuiserie, la mécanique pour motos, la maçonnerie, l'élevage des caprins et porcins, la cuisine, la couture, la soudure et l'agriculture. Ces groupements créés participent au développement de leurs localités respectives.	Eloignement du centre de formation aux marchés locaux pour le ravitaillement du centre en kits de santé, vivres et produits de premières nécessités. Les coûts élevés et la mauvaise qualité des kits achetés et le coût de transport élevés entre Bangui et les lieux de résidences des jeunes. Multiples attaques des groupes armés dans la zone rendant difficile l'accès aux jeunes.	Mémoire d'entente avec le PAM, le FNUAP et JPN PTA Rapport des partenaires et missions de suivi sur le terrain Existence de kiosques ou ateliers AGR à Kabo, Batangafo, Boubou (Bossangoa), Bozoum, Paoua et Markounda	L'UNFPA et la JPN sont en train de renforcer les capacités des Comités de Pilotage Locaux pour le suivi des groupements et leur organisation en fédération locale.
	Indicateur 2.2.2 Types et		Les espaces amis des enfants, dans la mesure où ils sont conçus en RCA,			Ces espaces sont équipés pour des

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
	qualité d'activités offertes par les EAE.		constituent essentiellement des espaces ludiques informels ouverts à tous les enfants de la communauté.			activités ludiques (toboggan, balançoires, etc.) et ouverts à tous les enfants de la communauté. De plus, environ 800 enfants ont été formés sur les compétences de vie.
	Indicateur 2.2.3 Nombre d'enfants fréquentant journalièrement les EAE.		Les espaces sont ouverts à tous les enfants de la communauté.			
	Indicateur 2.2.4 Nombre d'enfants bénéficiant d'AGR selon les critères établis.		125 enfants ont bénéficiés d'AGR selon les critères établis, dont 7 enfants vulnérables et 118 EAFGA			Des différentes missions de suivi sur le terrain, il ressort que la réinsertion des enfants dans des activités agro pastorales est plus positive que la réinsertion dans des AGR où l'on constate des nombreux abandons.
Résultat 2.3 Une augmentation du nombre des survivants des violences sexuelles et	Indicateur 2.3.1 : Nombre de survivants de VSBG		Les survivantes des VBG bénéficient de la protection des 35 responsables ONG, cadres de justices, de l'Armée et des Affaires Sociales sont formés sur	Le projet s'est plutôt focalisé sur les activités de prévention des VBG. Les activités de réponse/assistance aux victimes/survivantes des VBG ont été	Rapport de l'atelier de formation Documents des mécanismes de référence établis.	

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels	
basées sur le genre qui ont accès à des soins de santé et l'appui psychosociale et juridique selon les différentes protocoles et directives inter-agences pour l'assistance multidisciplinaire aux survivants des VBG			la SSR, le VIH et SIDA et les violences basées sur le genre.	implémentées à travers d'autres financements, notamment le CERF pour Bocaranga et OFDA pour le Mbomou et Haut Mbomou.	Comptes rendus des réunions de coordination reprenant les cas suivis et actions prises.		
	Indicateur 2.3.2 % de survivants de VSBG qui reçoivent les soins de santé dans les délais reconnus.						
	Indicateur 2.3.3 Nombre et % de cas de VSBG qui reçoivent le paquet complet d'assistance requis.						
	Indicateur 2.3.4 Nombre de communautés avec des plans d'action de prévention et réponses aux survivants de VSBG sur le genre identifiés				Comme explique ci-haut un total de 37 comités locaux de protection a été mis en place et formé sur les droits de l'homme, les discriminations à l'égard des femmes, la Convention relative aux Droits de l'enfant et les rôles du comité de protection. Les leaders traditionnels des	Focus groups avec les leaders communautaires et membres des communautés.	

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
			communautés cibles dans la sous-préfecture de Bocaragna ont été aussi formés sur les mêmes sujets, mais aussi sur la législation en vigueur et son application dans l'administration locale de la justice, particulièrement dans les cas des GBV. Un « self audit » a été conduit dans les communautés ciblées pour évaluer et surveiller les risques de protection en relation au GBV dans la sous-préfecture de Bocaranga.			
Résultat 3.1 Les six violations graves des droits de l'enfant en situation de conflit tels que décrits dans les résolutions 1612 et 1888 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sont collectées	Indicateur 3.1.1 Nombre de cas de violations identifiés et documentés.		75 cas de violations ont été vérifiés et identifiés, dont la plupart dans le deuxième semestre de 2011 et le premier trimestre 2012, grâce au renforcement du mécanisme MRM.		Rapports des partenaires Documents de rapports sur la 1612 soumis au Conseil de Sécurité des Nations Unies.	
	Indicateur 3.1.2 Nombre et qualité des rapports sur la résolution 1612 produits		9 Global Horizontal Notes ont été élaborées pour la RCA depuis le début du projet. 1 rapport consolidé pour 2009-2010 et 1 rapport pour 2011 ont été élaborés sur la situation des enfants affectés par le conflit en		Documents de rapports sur la 1612 soumis au Conseil de Sécurité des Nations Unies	

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
			RCA (Report of the Secretary-General on Children and Armed Conflict in the Central African Republic).			
	Indicateur 3.1.3 Nombre et types de réponses apportées.		Dans le cadre des projets financés par le PBF et par d'autres bailleurs de fonds, particulièrement dans le Ouham Pende, Mboumou et Haut Mboumou, une assistance multi-sectorielle a été assurée pour les enfants associés aux groupes d'autodéfense, les victimes et survivants de GBV, inclus les enfants sauvés et rescapés de la LRA. Dans le moment où nous écrivons et grâce aux fonds additionnels catalysés par le PBF d'autres projets ont été mis en place dans la Bamingui-Bangoran, la Vakaga et la Haute Kotto.		Rapports des partenaires	
Résultat 3.2 Les structures nationales et décentralisées du mécanisme de Collecte,	Indicateur 3.2.1 Nombre de structures participants aux task forces nationales et		Pendant la durée du projet les efforts ont été focalisés sur le renforcement et l'opérationnalisation de la Task Force MRM au		Minutes de rapports des réunions des task forces. Listes des partenaires	

	Indicateurs de performance	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification	Commentaires éventuels
Surveillance et Rapportage de la résolution 1612 du conseil de sécurité des Nations Unies sont rendus fonctionnelles.	locales.		niveau national. Un groupe technique composé de spécialistes protection des différentes agences inclus dans le MRM a été créé, pour le suivi et la mise en œuvre du plan de travail établi, incluant la décentralisation du MRM, actuellement en cours.		participants aux task forces.	
	Indicateur 3.2.2 Nombre des réunions des task forces nationales et locales		La Task Force MRM, dont l'opérationnalisation a été renforcé à partir du deuxième semestre 2011, s'est réunis 4 fois à partir de juillet 2011 (fréquence conseillé : 1 réunion chaque 2 mois). Cependant des consultations informelles entre les membres ont eu lieu pour le suivi des questions spécifiques, tels que la signature des plans d'actions avec les groupes armés.		Minutes de rapports des réunions des task forces. Listes des partenaires participants aux task forces.	